



COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

Association
40 rue Manin
75019 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE COMPTABLE
 **AUDIT / CAC**
GESTION
RESSOURCES HUMAINES
JURIDIQUE
FORMATION

*Pagny Associés Audit • 50, quai Sadi Carnot • 77100 Meaux • 01 60 42 73 01 • contact@pagny-associes.com • www.pagny-associes.com
Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 Euros • RCS Meaux 750 721 946 • TVA : FR 62 750 721 946 • APE 6920Z • Société de Commissariat aux Comptes
inscrite auprès de la Compagnie Régionale de Paris / Ile de France • Correspondant pour l'Amérique du Nord : Demers, Beaulnes et Associés Montréal Québec*



COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

Association

Siège Social : 40 rue Manin 75019 PARIS

SIRET 351 353 354 00020

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2025

Mesdames, Messieurs

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CFCV « COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL », tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'organe de direction de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chessy le 16 mars 2026

Etienne PAGNY
Commissaire aux Comptes

BILAN SIMPLIFIE
Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

ACTIF					PASSIF		
	Brut	Amortissements & provisions	Net 2025	Net 2024		2025	2024
Actif Immobilisé [1]							
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	Fonds associatifs	64 580	64 580
Immobilisations corporelles	37 419	18 792	18 627	10 372	Leg Appartement Paris 19	170 000	170 000
Installations Aménagement divers	13 434	1 301	12 132	2 008	Réserves	53 357	53 357
Matériels de bureau et informatiques	20 023	15 090	4 933	7 046	Report à nouveau	152 555	143 736
Mobilier	3 962	2 401	1 562	1 318	Résultat de l'exercice	8 352	8 818
autres			0	0	Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
Immobilisations financières	6 500		6 500	6 500	Subventions d'investissement		
participations et créances rattachées					Provisions réglementées		
ôts, cautionnements, avances et prêts					Amortissements dérogatoires		
autres titres immobilisés							
Sous-Total [1]	43 919	18 792	25 127	16 872	Sous-Total [1]	448 844	440 492
Comptes de liaison [2]					Comptes de liaison [2]		
Compte de liaison fonctionnement					Compte de liaison fonctionnement		
Compte de liaison investissement					Compte de liaison investissement		
Sous-total [2]	0	0			Sous-total [2]		
Actif Circulant [3]					Provisions pour risques et charges	0	0
Stocks et en cours					Fonds dédiés	105 000	50 000
Créances	27 917	0	27 917	30 750	Sous-Total [3]	105 000	50 000
évenables, usagers et comptes rattachés	7 357		7 357	5 750			
Subvention à recevoir	10 000		10 000	25 000	Établissements de crédits à plus		
Dons à recevoir	10 560		10 560	0	Emprunts et dettes auprès des		
Disponibilités	691 644	0	691 644	625 392	établissements de crédits à		
valeurs mobilières de placement					moins d'un an		
disponibilités	691 644		691 644	625 392	Avances et acomptes		
charges constatées d'avance	1 641		1 641	0	Dettes fournisseurs	38 948	34 206
Autres créances					Dettes fiscales et sociales	143 181	138 173
Sous-total [3]	721 202	0	721 202	656 142	Dettes sur immobilisations		
Comptes de régularisation [4]					Autres dettes	4 756	2 544
Charges à répartir					Produits constatés d'avance	5 600	7 600
Ecarts de conversion actif					Sous-Total [4]	192 486	182 523
					Écart de conversion passif		
Sous-total [4]	0	0	0	0	Sous-Total [5]	0	0
TOTAL GENERAL [5] = [1]+[2]+[3]+[4]	765 121	18 792	746 329	673 015	TOTAL GENERAL [6] = [1]+[2]+[3]+[4]+[5]	746 329	673 015

DEPENSES	2025	2024	RESSOURCES	2025	2024
60 - Achats de fournitures	14 897	15 542	70 - Ventes de produits, Formations...	40 466	35 422
- Petites Fournitures et Entretien	6 002	2 854	- Formations	39 838	34 652
- Fournitures informatiques et administratives	8 895	10 339	- Ventes cassettes et DVD	561	487
- Achats livres	0	2 349	- Produits activités annexes (participations)	68	283
61 - Services extérieurs	61 388	54 591	74 - Subventions d'exploitation	1 124 379	689 725
- Leasing Téléphonie	5 839	673	SDFE Convention Triennale	629 500	372 500
- Crédit Bail	5 157	10 869	SDFE	0	20 000
- Loyers bureaux et parking	30 014	28 596	Ministères solidarité et Santé (<i>Enfance</i>)	300 000	92 100
- Entretien & nettoyage locaux	14 607	7 496	ProjetSeine st Denis Observatoire Kit Lillia	7 000	
- Maintenance (allo techno+konica)	2 481	2 278	Ministère du travail - (Apprentissage)	0	6 000
- Assurances	1 098	458	Région Ile de France	10 000	15 625
- Documentation & Frais de formation	2 190	4 223	Conseil Général de Seine St Denis -Observatoire93	4 000	18 200
62 - Autres services extérieurs	165 570	227 126	Conseil Général du Val de Marne	5 000	5 000
- Honoraires divers de Formation	1 094	4 000	Ville de Paris	20 000	20 000
- Honoraires Intervenants	5 535	7 400	C.N.O.S.F. -SPORT	0	10 000
- Honoraires Avocats partie civile, frais d'acte	31 178	34 773	Ville de Paris - enfance	10 000	10 000
- Honoraires comptabilité + Audit Qualiopti	17 492	18 628	CPAM 93	0	1 800
- Honoraires Commissaire aux comptes	3 516	3 385	Autre Subvention	2 000	2 000
- Annonces, publications	8 161	90 455	ANS	0	16 000
- Cadeaux, dons		1 412			
- Voyages, Déplacements	19 145	11 102	Fonds privés - Fondations	136 879	100 500
- Missions, Réception, Accompagnement victimes	18 378	15 517	UBER France	21 879	23 000
- Poste -Téléphone - Internet	17 367	8 687	Fondation des Femmes - "Plus jamais seules"	50 000	77 500
- Téléphone vert	42 707	31 201	Fondations des femmes - "Myriade"	50 000	
- Services bancaires	807	235	Fondation des Femmes - Soutien Exceptionnel	15 000	
- Cotisations	190	330	75 - Autres produits de gestion courante	74 860	40 478
63 - Impôts et taxes	36 725	33 676	- Dons et Cotisations	3 828	3 090
- Taxe sur salaire	30 953	28 758	- Collecte Fondation de France	0	1 325
- Formation continue	5 772	4 918	- Collecte Helloasso	50 875	36 058
64 - Charges de personnel	875 381	851 371	- Remboursement frais de justice aux Victimes (Axa)	17 500	0
- Rémunérations du personnel	572 390	590 667	- Indemnisation procès partie civile	37	0
- Rémunérations du personnel - Prime Ségur	33 248	19 224	- Autres produits divers	2 620	5
- Primes Partage de la Valeur (PPV)	41 357	35 551			
- Charges sociales	198 785	180 438	76 - Produits financiers	5 800	16 728
- Charges sociales - Prime Ségur	11 870	6 863	- Produits financiers (intérêts sur livret)	5 800	16 728
- Autres charges de personnel (transport et stage)	17 731	18 627			
65 - Autres charges de gestion courante	20 099	29	77 - Produits exceptionnels	0	41 889
- Frais engagés pour les victimes (AXA)	17 500	0	- Remboursement frais de justice aux Victimes (Axa)	0	22 100
- Autres charges diverses dont Litige prud'homal	2 599	29	- Indemnisation procès partie civile	0	2 123
66 - Charges financières	0	0	- Remboursement frais de justice (Autres)	0	1 484
67 - Charges exceptionnelles	0	48 815	- Indemnisation Maaf (sinistre)	0	2 623
- Frais engagés pour les victimes (AXA)	0	21 800	- Autres produits exceptionnels sur exercices antérieurs	0	13 559
- Charges except - Litige prud'homal	0	27 015			
68 - Dotation aux amortissements, provisions	112 529	56 936	78 - Reprise sur amort. et provisions	50 000	473 105
- Dotation aux amortissements	7 529	6 936	- Reprise sur provisions		8 205
- Engagements à réaliser/subv	105 000	50 000	- Reprise des engagements réalisés/subv	50 000	464 900
69 - Impôts sur les intérêts financiers	564	434			
Total des Charges	1 287 152	1 288 519	TOTAL DES PRODUITS	1 295 504	1 297 347
Résultat	8 352	8 828			
86 - Emploi contributions volontaires en nature	106 539	46 600	87 -Contributions volontaires en nature	106 539	46 600
- Dons en nature	75 269	16 049	- Dons en nature	75 269	16 049
- Bénévolat	23 660	7 210	- Bénévolat	23 660	7 210
- Prestations en nature	7 610	23 341	- Prestations en nature	7 610	23 341
TOTAL DES CHARGES	1 402 043	1 343 947	TOTAL DES PRODUITS	1 402 043	1 343 947

RAPPORT FINANCIER

Exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.
Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est 746 329 E.
Le résultat net comptable est un bénéfice de 8 352 E.

RÈGLES ET METHODES COMPTABLES

Changements de méthode

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général.
Ils sont également conformes au règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (associations et fondations).
Ce changement de méthode est sans incidence significative sur la présentation des comptes 2024, dans la colonne du comparatif.

Il a également été procédé à un changement de méthode concernant la comptabilisation des dons. Désormais, les dons sont comptabilisés au titre de l'exercice auquel ils se rattachent, et non plus à la date de leur encaissement. Ainsi, les dons relatifs au mois de décembre 2025, bien qu'encaissés en 2026, sont rattachés à l'exercice 2025.

Faits significatifs

CFCV a déménagé ces locaux durant l'été 2025.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur coût d'acquisition.

Méthode d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

Le mode linéaire a été retenu pour l'ensemble des immobilisations.

- Immobilisations incorporelles :
 - Logiciels Linéaire sur 12 mois,
 - Site Internet Linéaire sur 3 ans,
- Immobilisations Corporelles :
 - Construction Non amortissable
 - Travaux, Agencements, aménagements Linéaire sur 10 ans
 - Matériels de bureau Linéaire sur 5 ans,
 - Matériels informatiques Linéaire sur 4 ans,
 - Mobiliers de bureau Linéaire sur 10 ans,

Méthode de provisionnement des Immobilisations Financières :

NEANT

Valeurs mobilières de placement

NEANT

Stocks

NEANT

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé = 43 919 E

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 43 919 E

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Situation et mouvement de l'exercice :

État des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Trav.agts d/locaux	8 119		13 434
Mat.bureau & informatiques	18 289		1 734
Mobilier	4 136		616
TOTAL	30 544		15 784
Dépôt et cautionnement	6 500		
TOTAL	6 500		0
TOTAL GENERAL	37 044		15 784

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Trav.agts d/locaux		8 119	13 434	
Mat.bureau & informatiques		0	20 023	
Mobilier		790	3 962	
TOTAL		8 909	37 420	
Dépôt et cautionnement			6 500	
TOTAL		0	6 500	
TOTAL GÉNÉRAL		8 909	43 919	

État des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Éléments sortis reprises	Fin exercice
Trav.agts d/locaux	6 111	1 783	6 593	1 301
Mat.bureau & informatiques	9 716	5 374	0	15 090
Mobilier	2 818	372	790	2 401
TOTAL GÉNÉRAL	18 645	7 529	7 383	18 792

Le CFCV a réalisé des investissements en matériel et réseau informatique ainsi que des travaux et agencements en lien avec son emménagement dans ses nouveaux locaux.

Etat des créances = 29 558 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Créances à recevoir	7 357	7 357	
Dons à recevoir	10 560	10 560	
Subvention à recevoir	10 000	10 000	
Autres créances	-	-	
TOTAL	27 917	27 917	
Charges constatées d'avance	1 641	1 641	

Les créances à recevoir correspondent à des formations dispensées en 2025 en attente de règlement. L'association s'est vu accorder des dons à recevoir pour 10 560 euros ainsi qu'une subvention à recevoir pour 10 000€ de la région Ile de France.

Cette année, il y a eu un changement de méthode concernant la comptabilisation des dons. Les dons comptabilisés sont ceux qui concernent l'exercice en cours et plus seulement les dons encaissés sur l'année. Il y aura donc 13 mois de dons cette année en comptant les dons de décembre 2024 encaissés en janvier 2025.

Trésorerie = 691 644 E

L'association dispose d'un compte courant, de deux comptes sur livret et d'une caisse dont les soldes correspondent aux différents relevés bancaires.

La trésorerie correspond à 6.5 mois de budget de fonctionnement en 2025, contre 6 mois en 2024.

Solde comptable des Comptes de Trésorerie	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Compte courant	516 894	116 754
Compte Livret	91 814	427 753
Livret A	82 393	80 653
Caisse	543	232
Total	691 644	625 392

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds Associatifs : 448 844 E

• Fonds associatifs sans droits de reprise	64 580 €
• Legs et donations d'un appartement Paris 19	170 000 €
• Réserve de trésorerie	53 357 €
• Report à nouveau	152 555 €
• Résultat de l'exercice	8 352 €
• Fonds propres	448 844 €

Report à nouveau :

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de 2024, le résultat comptable en excédent de l'exercice 2024 (+ 8 818 €) a été affecté en totalité en report à nouveau.

Résultat de l'exercice :

L'exercice 2025 se traduit par un excédent comptable de + 8 352€.

Provisions pour risques et charges = 105 000 E**Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement : 105 000 E**

Il s'agit de provisions sur engagement à réaliser correspondant à la fraction non consommée de recettes affectées en raison des engagements pris à l'égard des tiers.

			2025		
	Année	Montant	dotation fonds dédiés	Reprise fonds dédiés	Total fonds dédiés
SDFE-SCBCM MINISTERES	2024	50 000	0	50 000	0
SDFE-SCBCM MINISTERES	2025		105 000	0	105 000
		50 000	105 000	50 000	105 000

Etat des dettes = 192 486 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs	38 948	38 948		
Dettes fiscales & sociales	143 181	143 181		
Autres dettes	4 756	4 756		
Produits constatés d'avance	5 600	5 600		
TOTAL	192 486	192 486		

Fournisseurs et comptes rattachés :

Il s'agit de diverses dépenses effectuées en 2025, décaissées en 2025 dont certaines factures ne sont pas parvenues pour 0€.

Dettes fiscales et sociales :

Les dettes fiscales et sociales sont composées pour l'essentiel de charges de personnel relatives au 4^e trimestre 2025.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont composés :

- **5 600 €** d'une subvention accordée par la Préfecture pour une action appelée MIDECA dont l'action est de Former les organisateurs de soirées et de fêtes à la prévention des agressions sexuelles commises dans un contexte festif avec consommations d'alcool ou autres produits psycho-actifs.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Les ressources de l'association : 1 239 705 €**

Pour rappel, l'association a signé une convention triennale avec le SDFE, couvrant les années 2023 à 2026 pour un montant annuel de 372 500 euros.

RESSOURCES	2025	2024
Subventions d'exploitation	1 124 379	689 725
SDFE Convention Triennale	629 500	372 500
SDFE	0	20 000
Ministères solidarité et Santé (<i>Enfance</i>)	300 000	92 100
Projet Seine st Denis Observatoire Kit Lilia	7 000	0
Ministère du travail - (Apprentissage)	0	6 000
Région Ile de France	10 000	15 625
Conseil Général de Seine St Denis -Observatoire93	4 000	18 200
Conseil Général du Val de Marne	5 000	5 000
Ville de Paris	20 000	20 000
C.N.O.S.F. -SPORT	0	10 000
Ville de Paris - enfance	10 000	10 000
CPAM 93	0	1 800
Autre Subvention	2 000	2 000
ANS	0	16 000
UBER France	21 879	23 000
Fondation des Femmes (Fondation de France)	115 000	77 500

Les ressources internes de l'association

RESSOURCES	2025	2024
Ressources autonomes	115 326	117 789
- Formations	39 838	34 652
- Ventes cassettes et DVD	561	487
- Produits activités annexes (participations)	68	283
- Dons et Cotisations	3 828	3 090
- Collecte Fondation de France	0	1 325
- Collecte Helloasso	50 875	36 058
- Remboursement frais de justice aux Victimes (Axa)	17 500	22 100
- Indemnisations procès partie civile	37	2 123
- Autres indemnisations divers	2 620	17 671

Les Dépenses de l'Association : 1 174 059 €

DEPENSES	2025	2024
60 - Achats de fournitures	14 897	15 542
- Petites Fournitures et Entretien	6 002	2 854
- Fournitures informatiques et administratives	8 895	10 339
- Achats livres		2 349
61 - Services extérieurs	61 388	54 591
- Leasing Téléphonie	5 839	673
- Crédit Bail	5 157	10 869
- Loyers bureaux et parking	30 014	28 596
- Entretien & nettoyage locaux	14 607	7 496
- Maintenance (allo techno+konica)	2 481	2 276
- Assurances	1 098	458
- Documentation & Frais de formation	2 190	4 223
62 - Autres services extérieurs	165 570	227 136
- Honoraires divers de Formation	1 094	4 000
- Honoraires Intervenants	5 535	7 400
- Honoraires Avocats partie civile, frais d'acte	31 178	34 773
- Honoraires comptabilité + Audit Qualiopi	17 492	18 628
- Honoraires Commissaire aux comptes	3 516	3 385
- Annonces, publications	8 161	90 455
- Cadeaux, dons		1 412
- Voyages, Déplacements	19 145	11 102
- Missions, Réception, Accompagnement victimes	18 378	15 517
- Téléphone - Fax - Internet	17 367	8 687
- Téléphone vert	42 707	31 201
- Services bancaires	807	235
- Cotisations	190	330
63 - Impôts et taxes	36 725	33 676
- Taxe sur salaire	30 953	28 758
- Formation continue	5 772	4 918
64 - Charges de personnel	875 381	851 371
- Rémunérations du personnel	572 390	590 667
- Rémunérations du personnel - Prime Ségur	33 248	19 224
- Primes Partage de la Valeur (PPV)	41 357	35 551
- Charges sociales	198 785	180 438
- Charges sociales - Prime Ségur	11 870	6 863
- Autres charges de personnel (transport et stage)	17 731	18 627
65 - Autres charges de gestion courante	20 099	29
- Frais engagés pour les victimes (AXA)	17 500	0
- Autres charges diverses dont Litige prud'homal	2 599	29

Les achats représentent l'acquisition de petits équipements et de fournitures de bureau et informatiques.

Les postes « Déplacement », « Missions et Réceptions » et « Téléphone et Internet » ont été détaillés afin d'extraire les charges relatives au Pôle Formation.

Le poste « rémunérations d'intermédiaires et honoraires » concerne les honoraires du Commissaire aux comptes, de l'Expert-comptable et des Avocats intervenant dans les procédures engagées par l'association pour les victimes.

Au 31 décembre 2025, l'équipe salariée est composée de 15 personnes.

Le CFCV a stabilisé son équipe au cours de l'année 2025, le nombre de salariées en équivalent temps plein est passé de 15.35 en 2024 à 15.01 en 2025.

Les autres charges de personnel correspondent essentiellement aux versements de transports pour les salariés.

DEPENSES	2025	2024
Impôts et taxes	36 725	33 676
- Taxe sur salaire	30 953	28 758
- Formation continue	5 772	4 918
Charges de personnel	875 381	851 371
- Rémunérations du personnel	572 390	590 667
- Rémunérations du personnel - Prime Ségur	33 248	19 224
- Indemnités et avantages divers	41 357	35 551
- Charges sociales	198 785	180 438
- Charges sociales - Prime Ségur	11 870	6 863
- Autres charges de personnel (transport et stage)	17 731	18 627

Autres produits et charges de gestion courante : 54 761 €

Résultat	2025	2024
65 - Autres charges de gestion courante	20 099	29
- Frais engagés pour les victimes (AXA)	17 500	0
- Autres charges diverses dont Litige prud'homal	2 599	29
75 - Autres produits de gestion courante	74 860	40 478
- Dons et Cotisations	3 828	3 090
- Collecte Fondation de France	0	1 325
- Collecte Helloasso	50 875	36 058
- Remboursement frais de justice aux Victimes (Axa)	17 500	0
- Indemnisation procès partie civile	37	0
- Autres produits divers	2 620	5
Résultat	54 761	40 449

Le nouveau plan comptable 2025 requalifie certains produits et charges auparavant comptabilisés en exceptionnels (exemple : remboursements de frais de justices et frais engagés pour les victimes AXA), en charges et produits à caractère courant.

Résultat financier : 5 800 €

Résultat	2025	2024
66 - Charges financières	0	0
76 - Produits financiers	5 800	16 728
- Produits financiers (intérêts sur livret)	5 800	16 728
Résultat	5 800	16 728

Les produits financiers correspondent aux intérêts du compte épargne et du Livret 2025

Charges et produits exceptionnels (requalifiés en charges et produits courants en 2025): 0€

Résultat	2025	2024
67 - Charges exceptionnelles	0	48 844
- Frais engagés pour les victimes (AXA)	0	21 800
- Charges except - Litige prud'homal	0	27 044
77 - Produits exceptionnels	0	41 889
- Remboursement frais de justice aux Victimes (Axa)	0	22 100
- Indemnisation procès partie civile	0	2 123
- Remboursement frais de justice (Autres)	0	1 484
- Indemnisation Maaf (sinistre)	0	2 623
- Autres produits exceptionnels sur exercices antérieurs	0	13 559
Résultat	0	-6 955

Il s'agit pour l'essentiel du programme AXA, pour indemniser les frais de justice engagés.

Le nouveau plan comptable 2025 requalifie certains produits et charges auparavant comptabilisés en exceptionnels (exemple : remboursements de frais de justices et frais engagés pour les victimes AXA), en charges et produits à caractère courant.

Dotations aux amortissements et aux provisions : 7 529 €

Dépenses	2025	2024
Dotations aux amortissements	7 529	6 936
- Dotation aux provisions charges à payer	0	0

Les dotations sont calculées sur la valeur brute des investissements figurant à l'actif du bilan

Engagements à réaliser sur fonds dédiés :

			2025		
	Année	Montant	dotation fonds dédiés	Reprise fonds dédiés	Total fonds dédiés
SDFE-SCBCM MINISTERES	2024	50 000	0	50 000	0
SDFE-SCBCM MINISTERES	2025		105 000	0	105 000
		50 000	105 000	50 000	105 000

Il s'agit de provisions sur engagement à réaliser correspondant à la fraction non consommée de recettes affectées en raison des engagements pris à l'égard des tiers.

AUTRES INFORMATIONS

Indemnités de fin de carrière

Aucune provision pour indemnité de fin de carrière n'a été comptabilisée compte tenu de l'impact non significatif de cette obligation sur la masse salariale de l'association.

Rémunération des dirigeants

Tous les dirigeants, étant bénévoles, aucun membre du bureau ne reçoit de rémunération

Impôt sur les sociétés = 564 E

L'impôt sur les sociétés est calculé sur les produits financiers du compte Livret

Contributions volontaires en nature = 106 539 E

	2025	2024
Personnes bénévoles (nombre d'h) Personnes bénévoles	1 352 h	412 h
- Valorisation du bénévolat	23 660€	7 210€
Aide en nature concernant l'évaluation des loyers	75 269€	16 049
→ Aide en nature concernant l'évaluation des loyers de janvier à aout (anciens locaux)	12 505€	
→ Aide en nature concernant l'évaluation des loyers de juillet à décembre (nouveaux locaux)	62 764€	
L'évaluation des courses UBER	7 610€	7 292

Le bénévolat est valorisé à 17.50 euros de l'heure toutes charges comprises.

Concernant le calcul de l'aide en nature sur les loyers :

- Un abattement était pratiqué sur les anciens locaux : l'aide en nature est de 50% du montant des loyers et se calcule, en 2025, sur 8 mois de présence, soit 12 505€
- Un abattement est également pratiqué sur les nouveaux locaux : l'aide en nature est de 87% du montant des loyers et se calcule, en 2025, sur 6 mois de présence, soit 62 764€

Concernant l'évaluation des courses Uber, le montant représente 227 courses et 5 commandes

Dérogations aux prescriptions comptables

Néant

Modification affectant les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels

Néant

Evènements post-clôture

Néant



COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

Association
40 rue Manin
75019 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE COMPTABLE

AUDIT / CAC

GESTION

RESSOURCES HUMAINES

JURIDIQUE

FORMATION

Pagny Associés Audit • 50, quai Sadi Carnot • 77100 Meaux • 01 60 42 73 01 • contact@pagny-associes.com • www.pagny-associes.com
Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 Euros • RCS Meaux 750 721 946 • TVA : FR 62 750 721 946 • APE 6920Z • Société de Commissariat aux Comptes
inscrite auprès de la Compagnie Régionale de Paris / Ile de France • Correspondant pour l'Amérique du Nord : Demers, Beaulnes et Associés Montréal Québec



COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

Association

Siège Social : 40 rue Manin 75019 PARIS

SIRET 351 353 354 00020

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 Décembre 2025

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues au Code du Commerce relative à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires Aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de bases dont elles sont issues. Aucune convention entrant dans le cadre des dispositions précitées n'a été portée à notre connaissance.

Fait à Chessy le 16 mars 2026

Etienne PAGNY
Commissaire aux Comptes